

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 88 — 155

3 AUGUSTUS 1987 — Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve waarbij de « Radio-Télévision belge de la Communauté française » ertoe gemachtigd wordt, onder waarborg van de Franse Gemeenschap, leningen aan te gaan tot een werkelijk bedrag van 120 miljoen frank

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op het decreet van 12 december 1977 houdende statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté culturelle française » (R.T.B.F.);

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 13, §§ 3 en 5 en artikel 83, §§ 2 en 3;

Gelet op het decreet van 25 februari 1981 waarbij de waarborg van de Franse Gemeenschap aan de « Radio-Télévision belge de la Communauté française » verleend wordt om leningen tot een bedrag van 2 550 miljoen frank aan te gaan;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën op datum van 6 april 1987;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter en na de beraadslaging van de Executieve van 17 juli 1987,

Besluiten :

Artikel 1. De « Radio-Télévision belge de la Communauté française » wordt ertoe gemachtigd, onder waarborg van de Franse Gemeenschap, één of meer leningen aan te gaan voor een bedrag dat honderd twintig miljoen frank niet overschrijdt.

De nadere regels en voorwaarden voor die leningen worden onderworpen aan de goedkeuring van de Minister-Voorzitter van de Executieve, Voogdijminister van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française ».

Art. 2. De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 augustus 1987.

Voor de Franse Gemeenschapsexecutieve :

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve,
Ph. MONFILS

F. 88 — 156

5 OCTOBRE 1987. — Arrêté de l'exécutif de la Communauté française fixant les règles de fonctionnement du comité paritaire de gestion du Fonds de financement des pensions de survie à la Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.)

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 3 juillet 1986 relatif aux pensions de survie allouées aux ayants droit des agents définitifs de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.), notamment l'article 33;

Vu le protocole de négociation du 10 décembre 1986;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions, donné le 12 janvier 1987;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre-Président de l'Exécutif,

Arrête :

Article 1er. Le comité paritaire de gestion du Fonds de financement des pensions de survie fonctionne conformément aux règles fixées en annexe au présent arrêté.

Art. 2. Le membre de l'Exécutif qui a la radiodiffusion et la télévision dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 octobre 1987.

Par l'Exécutif de la Communauté française,

Le Ministre-Président,

(Signé) Ph. MONFILS.

Annexe

**Règles de fonctionnement du Comité paritaire de gestion
du Fonds de financement des pensions de survie
à la Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.)**

1. Du comité.

Article 1er. Le fonctionnaire dirigeant, ainsi que la délégation de chacune des organisations syndicales, pourront se faire accompagner par autant d'experts qu'il y a de points à l'ordre du jour.

Le président devra être averti préalablement de la présence de ces experts.

Par délégation, deux experts à la fois pourront siéger en séance.

2. Des convocations.

Art. 2. Le comité est convoqué à la diligence de son président.

Le comité est réuni au moins quatre fois par an et, en outre, à la demande du comité permanent du conseil d'administration de la RTBF, ou des délégués d'une des organisations syndicales représentatives.

Pour l'examen des questions urgentes et importantes, le président peut convoquer le comité par procédure d'urgence.

Art. 3. Les dates des réunions sont fixées par le président.

Pour des réunions convoquées à la demande du comité permanent du conseil d'administration de la RTBF et des délégués des organisations syndicales représentatives, et pour lesquelles l'urgence est invoquée, la date est fixée dans les dix jours qui suivent l'introduction de la demande de la convocation du comité au secrétariat du comité.

Le secrétariat du comité est assuré par le secrétariat de l'Institut.

Art. 4. Sauf les cas d'urgence, les convocations sont adressées huit jours au moins avant la date des séances, à tous les membres effectifs et aux organisations syndicales représentées au comité. Les convocations sont accompagnées de l'ordre du jour et de la documentation nécessaire à la discussion.

Les membres suppléants ne peuvent assister aux séances que pour remplacer les membres effectifs, à moins qu'ils ne soient appelés à y assister en qualité d'experts.

Tout membre effectif qui se trouve dans l'impossibilité d'assister à une réunion du comité doit en avvertir lui-même son suppléant et l'inviter à le remplacer à la réunion.

Tout membre empêché de se rendre à la réunion doit en informer immédiatement le secrétariat.

3. De l'ordre du jour.

Art. 5. L'ordre du jour est dressé par le secrétariat du comité, sous l'autorité du président.

Art. 6. Toute demande d'inscription d'un point à l'ordre du jour doit être faite par écrit dans un document suffisamment détaillé pour permettre de préparer la discussion du problème posé.

Toute demande d'inscription d'un point à l'ordre du jour doit parvenir au secrétariat du comité en un temps qui lui permet de respecter le délai fixé à l'article 4, alinéa 1er.

Le président peut autoriser l'inscription d'un point à l'ordre du jour, en dehors des délais prévus au présent article, lorsque cette inscription est justifiée par l'urgence.

Art. 7. Le comité ne peut délibérer que sur les propositions inscrites à l'ordre du jour.

Toutefois, l'ordre du jour se termine par un point « divers » à l'appel duquel des questions peuvent être posées par les membres. Les réponses à ces questions peuvent être données lors de la séance suivante.

4. De la tenue des séances.

Art. 8. Le président s'assure de la présence des membres et de la validité des suppléances éventuelles.

Art. 9. Le comité ne se réunit valablement que si la majorité de ses membres est présente.

Toutes les décisions du comité doivent être prises à la majorité simple de membres présents. Dans le cas de parité de voix, la décision est renvoyée à une deuxième réunion qui ne peut se tenir qu'après un mois. Si à cette deuxième réunion, une parité de voix est constatée, la proposition est considérée comme rejetée.

5. Du procès-verbal.

Art. 10. Un procès-verbal des séances est dressé par le secrétariat du comité.

Le procès-verbal résume la discussion et acte la décision du comité.

Éventuellement, une note succincte rédigée par une délégation peut être jointe au procès-verbal.

Art. 11. Un exemplaire numéroté du procès-verbal provisoire est envoyé à tous les membres présents à la séance.

Les membres disposent d'un délai de cinq jours ouvrables à partir de la date d'envoi pour faire connaître par écrit leurs observations. Les corrections demandées ne peuvent avoir pour effet de modifier le sens des paroles prononcées par un membre ou la position prise par lui dans le débat.

Le procès-verbal définitif, éventuellement corrigé avec l'accord du président, est envoyé à tous les membres effectifs et suppléants, aux organisations syndicales, aux commissaires de l'Exécutif, au fonctionnaire dirigeant de la R.T.B.F. et au conseil d'administration de la R.T.B.F.

6. De la documentation.

Art. 12. Tous les dossiers en original ou en copie sont versés aux archives du secrétariat de l'Institut qui en assure la conservation. Il en est de même de toute la documentation qui s'y rattache. Les membres peuvent en prendre connaissance sur place.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif du 5 octobre 1987.

Le Ministre-Président,

Ph. MONFILS

VERTALING

N. 88 — 156

5 OKTOBER 1987 — Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot vaststelling van de werkingsregels van het paritair beheerscomité van het Fonds voor de financiering van de overlevingspensioenen bij de « Radio-Télévision belge de la Communauté française » (R.T.B.F.)

De, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 3 juli 1986 betreffende de overlevingspensioenen toegekend aan de rechthebbenden van de vast benoemde ambtenaren van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) », inzonderheid op artikel 33;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 10 december 1986;
 Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, gegeven op 12 januari 1987;
 Gelet op het advies van de Raad van State;
 Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Executieve,

Besluit :

Artikel 1. Het paritair beheerscomité van het Fonds voor de financiering van de overlevingspensioenen werkt overeenkomstig de in de bijlage van dit besluit vastgestelde regels.

Art. 2. Het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid de radio-omroep en de televisie behoren is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 oktober 1987.

Vanwege de Franse Gemeenschapsexecutieve :
 De Minister-Voorzitter,
 Ph. MONFILS

Bijlage

**Werkingsregels van het Paritair Beheerscomité
 van het Fonds voor de financiering van de overlevingspensioenen
 bij de « Radio-Télévision belge de la Communauté française » (R.T.B.F.)**

1. Het comité.

Artikel 1. De leidend ambtenaar, alsook de afvaardiging van elk van de vakorganisaties, kunnen zich laten begeleiden door evenveel deskundigen als er punten op de agenda zijn.

De voorzitter moet vooraf op de hoogte worden gebracht van de aanwezigheid van die deskundigen.

Twee deskundigen tegelijk voor elke afvaardiging kunnen op de vergaderingen zitting hebben.

2. Het bijeenroepen.

Art. 2. Het comité wordt op aanvraag van zijn voorzitter bijeengeroepen.

Het comité vergadert ten minste vier keer per jaar en, bovendien, op aanvraag van het vast comité van de raad van bestuur van de R.T.B.F. of van de afgevaardigden van één van de representatieve vakorganisaties.

Voor het onderzoek van de dringende en belangrijke vragen, kan de voorzitter het comité onverwijld bijeenroepen.

Art. 3. De data van de vergaderingen worden door de voorzitter vastgesteld.

Voor de vergaderingen die op aanvraag van het vast comité van de raad van bestuur van de RTBF en van de afgevaardigden van de representatieve vakorganisaties worden bijeengeroepen en waarvoor de dringende noodzaak wordt aangevoerd, wordt de datum vastgesteld binnen de tien dagen die volgen op de indiening van de aanvraag om bijeenroeping van het comité bij het secretariaat van het comité.

Het secretariaat van het comité wordt door het secretariaat van het Instituut waargenomen.

Art. 4. Behalve in de spoedgevallen, worden de oproepingen ten minste acht dagen vóór de datum van de vergaderingen gestuurd aan alle werkende leden en aan de vakorganisaties die in het comité vertegenwoordigd zijn. De oproepingen worden samen met de agenda en de documentatie die voor de bespreking nodig is, gestuurd.

De plaatsvervangende leden kunnen de vergaderingen slechts bijwonen om de werkende leden te vervangen, tenzij ze tot die vergaderingen in de hoedanigheid van deskundigen uitgenodigd worden.

Elk werkend lid dat zich in de onmogelijkheid bevindt om een vergadering van het comité bij te wonen moet er zelf zijn plaatsvervanger van op de hoogte brengen en hem verzoeken om hem bij de vergadering te vervangen.

Elk lid dat verhinderd wordt zich naar de vergadering te begeven moet er het secretariaat onmiddellijk van op de hoogte brengen.

3. De agenda.

Artikel 5. De agenda wordt door het secretariaat van het comité, onder het gezag van de voorzitter, opge maakt.

Artikel 6. Elke aanvraag om plaatsing van een punt op de agenda moet schriftelijk ingediend worden in een document dat zo uitvoerig is dat het de voorbereiding van de bespreking van het gestelde probleem mogelijk maakt.

Elke aanvraag om plaatsing van een punt op de agenda moet aan het secretariaat van het comité toekomen binnen een termijn die overeenstemt met de termijn die in artikel 4, lid 1, bepaald is.

De voorzitter kan de plaatsing van een punt op de agenda buiten de in dit artikel bepaalde termijn toelaten wanneer dit door de dringende noodzaak gerechtvaardigd wordt.

Art. 7. Het comité kan alleen over de voorstellen die op de agenda geplaatst zijn, beraadslagen.

De agenda eindigt echter met een punt « diversen », waarbij vragen door de leden gesteld kunnen worden. De antwoorden op die vragen kunnen tijdens de volgende vergadering worden gegeven.

4. De vergaderingen.

Art. 8. De voorzitter vergewist zich van de aanwezigheid van de leden en van de geldigheid van de eventuele plaatsvervangingen.

Art. 9. Het comité vergadert slechts geldig indien de meerderheid van zijn leden aanwezig is.

Alle beslissingen van het comité worden bij eenvoudige meerderheid van de aanwezige leden getroffen. Bij staking van stemmen, wordt het treffen van de beslissing uitgesteld naar een tweede vergadering die slechts na een maand kan worden gehouden. Indien er op die tweede vergadering een staking van stemmen vastgesteld wordt, wordt het voorstel als afgewezen beschouwd.

5. De notulen.

Art. 10. Het secretariaat van het comité maakt de notulen van de vergaderingen op.

De notulen vatten de bespreking samen en tekenen de beslissing van het comité aan.

Er kan eventueel een beknopte nota, door een afvaardiging opgesteld, bij de notulen gevoegd worden.

Art. 11. Er wordt een genummerd exemplaar van de voorlopige notulen gezonden aan alle leden die bij de vergadering aanwezig zijn.

De leden beschikken over een termijn van vijf werkdagen vanaf de datum van de zending om hun opmerkingen schriftelijk te doen kennen. De gevraagde verbeteringen mogen niet leiden tot een wijziging van de zin van de woorden die door een lid zijn uitgesproken of van het standpunt dat dit lid bij het debat ingenomen heeft.

De definitieve notulen, eventueel met het akkoord van de voorzitter verbeterd, worden aan alle werkende en plaatsvervangende leden, aan de vakorganisaties, aan de commissarissen van de Executieve, aan de leidend ambtenaar van de RTBF en aan de raad van bestuur van de RTBF gezonden.

6. De documentatie.

Art. 12. Alle dossiers, in origineel of in afschrift, worden op het archief van het secretariaat van het Instituut, dat voor de bewaring ervan zorgt, geborgen. Dit geldt ook voor de geheel documentatie die eraan verbonden is. De leden kunnen er ter plaatse van kennis nemen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Executieve van 5 oktober 1987.

De Minister-Voorzitter,
Ph. MONFILS

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT

D. 88 — 157

18. NOVEMBER 1987. — **Erlaß der Exekutive zur Verlängerung des Erlasses vom 5. November 1986 zur Ausführung des Dekretes vom 26. Mai 1986 zur Gewährung von Zuschüssen an die Gemeinden oder Vereinigungen ohne Erwerbzweck, die Immobilien für die kleine Kultur-, Sport- und Tourismusinfrastruktur ankaufen beziehungsweise gewisse Arbeiten an dieser Infrastruktur durchführen**

Die Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekretes vom 26. Mai 1986 zur Gewährung von Zuschüssen an die Gemeinden oder Vereinigungen ohne Erwerbzweck, die Immobilien für die kleine Kultur-, Sport- und Tourismusinfrastruktur ankaufen beziehungsweise Arbeiten an dieser Infrastruktur durchführen;

Aufgrund des Artikels 3 des Domänengesetzes vom 22. Dezember 1949;

Aufgrund des am 5. November 1987 gegebenen Einverständnisses des Vorsitzenden der Exekutive, zuständig für den Haushalt;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 9. August 1980;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Ausführungsbestimmungen zum Dekret vom 26. Mai 1986 so schnell wie möglich zu verlängern, um die Verwirklichung bereits in Angriff genommener Infrastrukturprojekte nicht weiter hinauszuzögern und um die Rechtssicherheit auf diesem Gebiete schnellstens herzustellen;

Auf Vorschlag des Vorsitzenden der Exekutive, des Gemeinschaftsministers zuständig für Jugend, Erwachsenenbildung, Sport und Soziales und des Gemeinschaftsministers zuständig für kulturelle Animation, Ausbildung und Medien,

Beschliesst :

Artikel 1. Der Erlaß der Exekutive vom 5. November 1986 zur Ausführung des Dekretes vom 26. Mai 1986 zur Gewährung von Zuschüssen an die Gemeinden oder Vereinigungen ohne Erwerbzweck, die Immobilien für die kleine Kultur-, Sport- und Tourismusinfrastruktur ankaufen beziehungsweise gewisse Arbeiten an dieser Infrastruktur durchführen, wird bis zum 5. November 1988 verlängert.

Art. 2. Vorliegender Erlaß tritt am 6. November 1987 in Kraft.

Eupen, den 18. November 1987.

Für die Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft :

Der Vorsitzende der Exekutive, Gemeinschaftsminister für Finanzen, Tourismus und Außenbeziehungen,
J. MARAITE

Der Gemeinschaftsminister für Jugend, Sport, Erwachsenenbildung und Soziales,
M. GROSCHE

Der Gemeinschaftsminister für kulturelle Animation, Ausbildung und Medien,
B. FAGNOUL